

rapports, cela ne fera que souligner davantage la nécessité urgente d'en arriver à un règlement pacifique du différend. Il y a eu de nombreux incidents dans cette guerre, et je serais presque tenté de dire que si nous devions protester contre chacun, nous n'aurions guère le temps de faire autre chose.

INCLUSION DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT
DANS LA RÉVISION DE LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE

[Français]

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Pourrait-il dire à la Chambre si la révision de la politique extérieure du gouvernement canadien qui se poursuit actuellement s'étendra au conflit au Moyen-Orient?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Bien entendu, monsieur l'Orateur, cela fait partie de notre révision générale de la politique extérieure, mais on ne fera pas d'étude particulière sur le sujet.

CHAMBRE DES COMMUNES

LES INDEMNITÉS ET LES ALLOCATIONS DES DÉPUTÉS

M. William Skoreyko (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Le gouvernement envisage-t-il de modifier la loi sur les allocations de retraite des députés pour permettre aux députés qui ne veulent pas d'augmentation de leurs indemnités et de leurs pensions d'y renoncer?

Des voix: Oh, oh!

M. Skoreyko: Monsieur l'Orateur, c'est le plus sérieusement du monde que je pose cette question, car je voudrais réduire l'hypocrisie au minimum.

Des voix: Bravo!

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Ceci s'appliquerait-il aussi à l'impôt sur le revenu que nous payons?

LES POSTES

LE CONFLIT POSTAL À MONTRÉAL—LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme plusieurs ministres et un commissaire ont échoué dans leurs efforts pour régler le différend des Postes à Montréal, peut-il dire maintenant à la Chambre et

[L'hon. M. Sharp.]

au pays quels sont les projets du gouvernement pour venir à bout de ce problème de longue date?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le président du Conseil du Trésor a répondu à cette question ces jours derniers. Je ne puis que répéter ce qu'il a dit à la Chambre, qu'une dernière offre a été faite à l'unité locale intéressée et qu'un délai, jusqu'au 15 avril, je crois, lui a été accordé pour accepter la position du gouvernement fondée sur le rapport Goldenberg. Après ce délai, bien sûr, si les syndiqués de l'unité locale en cause n'acceptent pas cette offre très généreuse du gouvernement, il nous faudra songer à d'autres mesures, mais nous avons bon espoir qu'ils l'accepteront, et dès lors, nous n'avons pas d'autres projets.

M. Macquarrie: En songeant à ces autres mesures, le premier ministre a-t-il à l'esprit quelque chose de hardi et d'audacieux, par exemple, de charger le ministre de l'Expansion économique régionale, qui est hautement qualifié, de régler ce problème difficile?

LA CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

J'aimerais lui demander si, en élaborant sa proposition, le gouvernement aurait songé à la formation d'une société de la Couronne.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, il n'est pas question de cela. La proposition du gouvernement a été faite au syndicat. Elle est connue dans ses grandes lignes et, je l'ai dit à maintes reprises, elle est basée sur la recommandation du commissaire-enquêteur Goldenberg. Il s'agit de l'intégration des ouvriers dans la Fonction publique, où ils trouveraient non seulement une sécurité jusqu'alors inconnue, mais un salaire équivalent à celui qu'ils recevaient antérieurement et des conditions de travail infiniment supérieures.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

L'ÉTIQUETAGE DES BOÎTES DE MÉDICAMENTS ANTICONCEPTIONNELS

[Traduction]

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être